

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES

Le 23 février 2021

Compte rendu des décisions v1

Présence

COPRÉSIDENTS

Tracy Wood
 Denis Skinner

Île-du-Prince-Édouard – CDPISP
 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada –
 CDPISP

Mark Burns

Yukon – CPSSP

MEMBRES DU CDPISP

Jan Bradley
 Dafna Carr
 Vinay Chandramohan
 Natasha Clarke
 Gerry Fairweather
 Dave Heffernan
 Sean McLeish
 CJ Ritchie
 Pierre Rodrigue
 Kush Sharma
 Rick Wind

ASIM Ouest, Ville de Calgary.
 Ontario
 Saskatchewan
 Nouvelle-Écosse
 Nouveau-Brunswick
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Yukon
 Colombie-Britannique
 Québec
 ASIM Est, Ville de Toronto.
 Territoires du Nord-Ouest

MEMBRE DU CPSSP

Mark Arsenault
 Dennis Batacan
 Gail Boland
 Shelley Darlington
 Shifra Desjardins-Arsenault
 Bev Dicks
 Susan Erwin
 Mitch Freeman
 Rachel Gaudreau
 Mark Healy
 Gillian Latham
 Alena Lukes
 Alanna MacDougall
 Linda Maljan
 Rene Nand
 Kim Newman
 Michelle Orth
 Adriana Poveda
 Lisa Raddysh
 Sonya Read
 Chantal Ritcey
 Judy Ross
 Pirth Singh

Jackie Stankey
 Silvano Tocchi
 Danielle White

Île-du-Prince-Édouard
 Manitoba
 Terre-Neuve-et-Labrador
 MSDO, Comté de Norfolk
 Québec
 Colombie-Britannique
 Ontario
 Anciens Combattants Canada
 Québec
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Nouvelle-Écosse
 Manitoba
 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
 Territoires du Nord-Ouest
 MSDO, Région de Peel.
 Nouveau-Brunswick
 MSDO, Région de Peel.
 Colombie-Britannique
 Saskatchewan
 Conseil du Trésor du Canada
 Alberta
 Nouveau-Brunswick
 Innovation, Sciences et Développement.
 économique
 Alberta
 Agence du revenu du Canada
 Services aux Autochtones Canada

OBSERVATEURS ET PRÉSENTATEURS DU CONSEILS

MIXTES/CDPISP/CPSSP

Estelle Ah-Kiow	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	Mark Levene	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tareq Al-Shumari	Ontario	Melissa MacDonald	Île-du-Prince-Édouard
Wendy Birkinshaw Malo	EDSC-Service Canada	Carol MacKay-Matak	Alberta
Geneviève Brodeur	Québec	Trevor Milne	EDSC-Service Canada
Guillaume Charest	EDSC-Service Canada	Aeda Naami	Ontario
James Clarkson	EDSC-Service Canada	Pauline Nadeau	Québec
Alex Coleman	Ontario	Dawn Pilgrim	Ontario
Burt Crépeault	Québec	Carol Prest	Colombie-Britannique
Richard Dalpé	Conseil du Trésor du Canada	Cosanna Preston-Idedia	Saskatchewan
Robert Devries	Ontario	Kristy Ready	Agence du revenu du Canada
Urvashi Dhawan-Biswal	Innovation, Sciences et Développement économique.	Louise Simos	Ontario
Harpreet Dhillon	ASIM Ouest, Ville de Calgary.	Jack Shewchuk	Colombie-Britannique
Jason Doiron	Territoires du Nord-Ouest	Dean Sutton	Colombie-Britannique
Keith Douglass	Nouveau-Brunswick	Erin Taylor	Services aux Autochtones Canada
Chris Durham-Valentino	EDSC-Service Canada	Bianca Tomazeli	ASIM, Ville de Montréal.
Nina Dyer	Agence du revenu du Canada	Alex Underhill	Centre canadien pour la sécurité
Jeannette Eason	Colombie-Britannique	Dan Batista	Directeur exécutif de l'ISAC
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse	Peter Watkins	Directeur du programme d'identification numérique
Sophia Howse	Colombie-Britannique	Sophia Jesow	Analyste de recherche des Conseils mixtes
Hayden Lansdell	Colombie-Britannique		
Christine Lau	EDSC-Service Canada		

Secrétariat de l'ISAC

Maria Luisa Willan

Stefania Silisteanu

Point	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
	Mot de bienvenue de Mark Burns, coprésident de CPSSP, au nom des coprésidents, ce qui est suivi d'un appel nominal. Mark présente les membres absents à Catherine Bennett, coprésidente du CPSSP, qui n'est pas en mesure de se joindre à la réunion.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion virtuelle des conseils mixtes, tenue le 22 septembre 2020 Le compte rendu de décision de la réunion virtuelle des conseils mixtes, tenue le 22 septembre 2020, est approuvé sans modification.</p> <p>B) Acceptation de l'ordre du jour des conseils mixtes du 23 février 2021. L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes, tenue le 23 février 2021 est approuvé. Aucune question ni aucun commentaire n'est soulevé.</p>	<p><u>Décision n° 1</u> Le compte rendu de la décision de la réunion virtuelle des conseils mixtes, tenue le 22 septembre 2020, est approuvé sans modification.</p> <p><u>Décision n° 2</u> L'ordre du jour de la réunion du 23 février 2021 est approuvé sans modification.</p>
2	<p><u>BANQUE DU CANADA (voir l'ONGLET 2)</u></p> <p>Scott Hendry, directeur spécial principal, Technologies financières, et Francisco Rivadeneyra, directeur de Monnaie numérique de banque centrale (MNBC) et de Politiques et recherche sur les technologies financières, tous deux de la Banque du Canada, présentent un exposé sur la MNBC.</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 1</u> Les membres des Conseils mixtes appuient en général le fait qu'ils agissent à titre de groupe consultatif auprès de la Banque du Canada sur son initiative de</p>

<p>Renforcer la capacité d'émettre une MNBC au cas où il serait nécessaire de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveiller l'évolution du marché et mettre en place un « système d'avertissement rapide » en vue d'une baisse de l'utilisation de l'argent comptant et d'éventuelles monnaies numériques concurrentielles. • Faire participer les intervenants du gouvernement à la formulation d'objectifs de politique publique plus détaillés pour la MNBC et à obtenir l'autorisation légale. • Élaborer une proposition de valeur pour les utilisateurs finaux. • Résoudre les défis technologiques les plus difficiles. • Créer un plan d'architecture global. • Se préparer à la preuve des concepts et éventuellement à un projet-pilote. <p><u>Prochaines étapes</u></p> <p>Rétroaction et possibilités d'échange de connaissances :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cadre du programme d'identification numérique • Groupe de travail sur les services aux entreprises <p><u>Discussions des membres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie (C.-B.) demande quel est le problème que la Banque du Canada tente de résoudre et quel est le cas d'utilisation qu'elle rend nécessaire la MNBC, la valeur que la Banque apporte au marché qui n'est pas déjà offert. Elle a fait remarquer que le marché est prêt et que la recherche d'options numériques et le déploiement sont prévus sur une longue période de trois ans. <p>Scott Hendry répond que l'utilisation de l'argent comptant au Canada et dans les points de vente diminue, mais que la possession de l'argent comptant augmente avec l'économie, selon l'année. Les deux vont dans des directions opposées, et son équipe essaie de comprendre ce que veut le marché. Il pourrait s'agir de la différence entre l'utilisation canadienne et l'utilisation étrangère, ou il y a d'autres facteurs, les gens pourraient essayer de retenir de l'argent comptant sous d'autres formes. Que peut faire la Banque du Canada que le secteur privé ne peut pas faire? La Banque du Canada se concentre sur l'accès universel. Le secteur privé a intérêt à attirer des clients qui leur font gagner de l'argent. Il y a des aspects positifs : les avantages sociaux, par exemple. Si l'argent comptant disparaissait, cet avantage social disparaîtrait également. La Banque doit veiller à ce qu'elle ait le potentiel pour le type de confidentialité qui offre des avantages sociaux au marché et, de même, l'argent comptant constitue une solution de rechange concurrentielle pour le secteur privé. La Banque du Canada assure la sécurité en ce qui concerne l'instrument de prépaiement des risques, la solution de rechange concurrentielle et qui pourrait être faite par l'accès universel, quelque chose qui pourrait être utilisable hors ligne.</p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie note que l'on craint que dans trois ans ou plus, l'évolution soit telle que la Banque ne sera pas nécessairement en mesure de combler l'écart et qu'il y aura d'autres types de transactions dans le courant dominant. Pour ce qui est de l'utilisation de l'argent, le seul endroit où les gens peuvent utiliser de l'argent comptant serait les transactions dans les ventes-débarras. Elle se demande si la Banque pouvait enquêter sur les transactions dans l'économie souterraine et si cela influencerait sur ce que la Banque voit sur le plan de l'utilisation de l'argent comptant. <p>Scott Hendry répond que l'économie souterraine utilise beaucoup d'argent comptant, et pour expliquer les chiffres, on doit détenir la preuve que l'économie souterraine est en augmentation, mais il n'y a aucune preuve de cette augmentation au fil du temps au Canada. Il y a des exemples et des signes que l'argent comptant n'est pas accepté, que l'argent comptant n'est pas désirable, mais il peut toujours être utilisé. Leur sondage a montré que certains endroits acceptent toujours de l'argent comptant et que la plupart des gens l'utilisent encore. Au cours des premiers mois de la pandémie, il y a eu une réduction de l'utilisation de l'argent comptant, mais après</p>	<p>MNBC. Appui à la mobilisation continue au niveau des groupes de travail (programme d'identification numérique et Groupe de travail sur les services aux entreprises) et présentation de rapports d'étape aux futures réunions des Conseils mixtes. L'ISAC doit communiquer avec la Banque du Canada pour discuter des prochaines étapes et pour parler avec les coprésidents du Groupe de travail sur l'identité numérique et le service aux entreprises.</p>
---	--

	<p>un certain temps, son usage s'est rétabli. La Banque poursuit ses sondages, les résultats seront prêts à la fin de l'année en cours avec de meilleures données sur l'utilisation de l'argent comptant et les lieux où il est utilisé. L'utilisation de l'argent comptant est en baisse, mais n'est pas à la fin de sa vie, il sera encore là pendant longtemps.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Denis Skinner (SCT) fait remarquer qu'il est bon de voir une communication avec les utilisateurs, de les faire participer directement et de comprendre où se trouvent les cas d'utilisation. On s'attend à ce qu'il y ait un certain type d'opérations ou de paradis fiscal, même en utilisant ce service. Il y a aussi le bitcoin. Il s'informe sur l'avantage concurrentiel autre que le risque plus faible pour encourager les gens à utiliser la MNBC plutôt que d'autres monnaies? <p>Scott Hendry répond que les gens au point de vente ne n'ont pas à payer des frais pour l'utilisation de l'argent comptant, qu'il y a un coût implicite en arrière-plan avec les prix qui sont modifiés ou qu'il y a des frais bancaires lorsque l'argent comptant n'est pas utilisé. Du point de vue de l'utilisateur final, il s'agirait d'un modèle d'avant le service lorsqu'on utilise la MNBC, qui pourrait être gratuit ou à un coût extrêmement faible. Les produits de la Banque du Canada ont toujours été gratuits et on aimerait qu'il en soit de même pour la MNBC. L'avantage pour la MNBC par rapport à la monnaie numérique est la volatilité comparativement à la valeur. Il y a beaucoup de devises numériques sur le marché, et il n'y a aucun organisme qui supervise le produit pour en assurer la valeur. La monnaie stable connaît une grande croissance où il y a un marché pour les choses qui ont une valeur plus stable si elle est utilisée comme paiements. Le bitcoin est utilisé comme investissement et non comme instrument de paiement. La Banque centrale souhaite produire un instrument de paiement, et non à des fins d'investissement. Les gens qui veulent faire un gain en capital pourraient acheter des bitcoins. La MNBC pourrait servir à acheter régulièrement des produits, comme du café ou des denrées alimentaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peter Watkins (directeur du programme d'identification numérique, ISAC) demande ce que cela signifierait si les titans des entreprises américaines adoptaient la monnaie numérique comme Tesla, Amazon, Walmart, Apple? <p>Scott Hendry répond que cela dépend de la raison pour laquelle ils le font. Tesla, qui achète une grande quantité de bitcoins, est un investissement. Elle n'a pas besoin d'argent comptant ou de bitcoins afin d'accepter les paiements pour la vente de leurs voitures. Elle fait un pari sur le gain en capital qui fait partie de ses investissements. C'est un coup publicitaire pour les entreprises qui ont décidé d'investir dans les bitcoins. Elle convertit immédiatement les bitcoins en n'importe quelle monnaie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pirth Singh (coprésident du Groupe de travail sur les services aux entreprises, ISDE) a demandé s'il s'agissait d'une question de politique publique pour le Canada et la monnaie numérique. Il demande s'il y a eu un plan ou des conversations pour qu'il y ait une perspective de politique publique. Quelle est la réflexion qui entoure cela, quelle est l'approche à long terme du Canada et où elle se situe? <p>Scott Hendrie répond que cette présentation est la première discussion sur les politiques publiques avec le secteur public. La Banque du Canada n'a communiqué et consulté que quelques ministères fédéraux, mais elle a voulu profiter des discussions des conseils conjoints comme table fédérale, provinciale, territoriale et municipale (FPTM). Si les membres voient une occasion ici, la mobilisation se poursuivra jusqu'au lancement de la MNBC. La Banque veut éduquer les gens sur ce qu'est la MNBC ou ce qu'elle pourrait être et tenter de les amener à réfléchir sur la façon dont elle les touche, s'il y a un chevauchement avec leur mandat. La Banque n'a pas encore de plan pour lancer un processus de consultation entièrement ouvert, mais elle en sera à ce stade plus tard. Elle prend le temps d'avoir quelque chose qui fonctionne dès le départ. Elle pourrait mettre sur pied un projet-pilote et quelques essais, mais lorsqu'ils arriveront sur le marché avec le produit final, les gens</p>	
--	---	--

s'attendent à ce que ce produit fonctionne. Il est avantageux d'avoir ces discussions au sein des conseils conjoints (secteur public de trois ordres de gouvernements).

- Jennifer Ryan (directrice générale de l'Unité de la taxe sur les produits et services, Programmes d'observation, à l'Agence du revenu du Canada [ARC]) a déclaré qu'elle supervise également les audits de cryptomonnaie, qui sont des instruments fascinants. Elle ajoute qu'on enquête sur toute une gamme de choses concernant d'autres monnaies numériques, les utilisateurs, les mineurs et les échanges. L'ARC se préoccupe des questions de sécurité, de la possibilité de blanchiment d'argent et d'activités répréhensibles. On a constaté dans ce domaine l'absence de réglementation et d'échange d'informations avec le gouvernement. Il y a l'aspect de la connaissance du client à l'horizon pour ce secteur, nécessitant un engagement de la part de l'échange lui-même pour fournir des informations au gouvernement afin de savoir qui y travaille et y investit. À l'avenir, le domaine de la sécurité et de l'anonymat de l'information sera crucial pour le gouvernement afin d'assurer ce qui semble être un instrument destiné à appuyer les collectivités marginalisées, en particulier celles du Nord. Une priorité du gouvernement est de permettre au service d'obtenir une meilleure conformité et un comportement qui pourrait être de nature flagrante, en essayant de trouver l'équilibre entre ces deux mandats. Il serait important de savoir ce que font d'autres monnaies numériques au cours de la prochaine année, alors qu'elles approfondissent ce domaine de la monnaie numérique et de voir qui l'utilise réellement : les Canadiens obtiennent des adresses virtuelles et pas nécessairement un être humain derrière ces échanges. Cela serait très important pour l'ARC et il s'agirait des renseignements qui proviennent de la Banque du Canada, au fur et à mesure qu'elle veut aller de l'avant.

Scott Hendry répond qu'on est conforme aux règlements en vigueur. On est en contact avec les Technologies financières dans le cadre de sa consultation et s'attend au respect de nombreuses réglementations. Il recommande aux membres de ne pas comparer les échanges de bitcoins ou de cryptomonnaie à la MNBC. La MNBC est et sera établie en dollars canadiens. Il ne s'agit pas d'une unité de compte distincte qui a un échange avec le dollar canadien. Le modèle et les inquiétudes exprimées au sujet de l'activité sur les échanges de cryptomonnaie ne s'appliqueront pas ici, car ce n'est pas la même chose. Le modèle auquel il faut penser est quelque chose comme de l'argent comptant, des prépaiements ou des comptes bancaires commerciaux avec cartes de débit. C'est le domaine dans lequel la Banque du Canada travaillera en ce qui a trait au modèle de surveillance qui est nécessaire ou qui est réfléchi, qui a beaucoup de chevauchement avec ce qu'elle veut imposer aux échanges de cryptomonnaie. La sécurité au sein du système de la MNBC et du modèle de confidentialité fait partie de ce qu'on a besoin d'établir du point de vue de la politique et de la technologie.

- Urvashi Dhawan-Biswal (coprésident de la communauté de pratique de la conception des services axés sur les clients, ISDE) demande si la recherche sur les utilisateurs finaux de la Banque du Canada était fondée sur des sondages ou si la Banque a effectué des études qualitatives pour mieux comprendre l'utilisateur final – les particuliers et les entreprises, surtout les petites entreprises. Comment ces préférences ou besoins ont-ils évolué pendant la pandémie?

Scott Hendry répond qu'il a effectué un sondage sur la MNBC auprès des utilisateurs finaux et des groupes de discussion. La plupart de ses sondages portent sur l'utilisation de l'argent comptant, des cartes de débit ou de crédit. Étant donné qu'il s'agit d'un nouveau produit, il est difficile de réaliser des sondages comme celui-ci sur la MNBC, car les utilisateurs ne comprendront pas ce que la Banque demande. Le travail à venir sera plus approfondi pour avoir un aspect éducatif afin d'enseigner aux gens l'objectif et d'obtenir de la rétroaction des utilisateurs. Les particuliers et certaines entreprises seront visés par ce sondage, afin de comprendre comment la Banque pourrait répondre à leurs besoins et ce qu'elle voudrait voir dans le système de MNBC. Certains des aspects qualitatifs recueillis auprès des groupes de consultation sont que les gens feraient plus confiance à la Banque du Canada avec la MNBC qu'au bitcoin. Il n'y a pas beaucoup d'intérêt pour le bitcoin ou la

cryptomonnaie autre que des investissements ou des spéculations, et elle ne sera pas utilisée comme instrument de paiement. Il y a beaucoup de confiance pour que la Banque centrale fournisse la MNBC. En outre, il y a beaucoup d'intérêt dans la confidentialité des paiements et des renseignements; on veille à ce qu'elle soit maintenue de manière privée, et la stabilité suscite beaucoup d'intérêt. Ce sont des indicateurs précoces. Des renseignements supplémentaires seraient nécessaires. On utilisera cela pour concevoir le produit et les choix de détail qui resteront dans la conception.

Stephanie Richardson (directrice adjointe, Initiatives des relations avec les intervenants, Banque du Canada) a ajouté qu'elle travaillait à la proposition relative à la valeur pour le développement. Elle se rendra à différents groupes démographiques et régionaux pour connaître les difficultés et les gains à tirer de l'idée des cas d'utilisation, les besoins qu'ils résolvent, les possibilités qu'il y a et ce qui aiderait à concevoir la MNBC. De plus, on examine – les demandeurs « aveugles » et impartiaux, les aînés, les jeunes, les collectivités du Nord et les collectivités urbaines, et on essaie d'apprendre ce qu'ils pensent que la proposition liée à la valeur que ce serait pour la MNBC. Elle a partagé le lien de la recherche que la Banque du Canada a effectuée sur l'utilisation de l'argent comptant : [Publications, Travaux de recherche du personnel, Monnaies numériques et technologies financières – Banque du Canada.](#)

- Graywood Cook (gestionnaire principal, Réglementation des institutions financières, Alberta) s'enquiert de la façon dont la dette provinciale « tokenisée » s'inscrit dans le paysage envisagé par la Banque?

Scott Hendry répond que dans la discussion ci-dessus, il faisait référence à la monnaie numérique du détail de la Banque centrale. Les dépôts et les instruments de paiement, qui sont déjà électroniques, sont utilisés dans les systèmes interbancaires et sur le marché financier au Canada. Le système de paiement interbancaire utilise l'argent de la Banque centrale pour régler les transactions et il est numérique. Il s'agit de monnaie numérique de la Banque centrale et non pas de cryptomonnaie fondée sur des chaînes de blocs. L'instrument de dette « tokenisée », qu'il s'agisse d'un instrument provincial, fédéral ou d'une société, est un jeton ou une monnaie, un morceau de code qui existe sur la chaîne de blocs. Dans l'exemple du bitcoin, cela représente la valeur qui peut être utilisée pour les paiements, mais dans un autre système cela pourrait représenter une action, une obligation ou un dérivé. C'est comme l'effort qui est déployé depuis des années de dématérialisation des produits financiers. Cela n'existe pas sous forme de certificat ou de papier. Toutefois, ils existent sous forme numérique. De façon semblable, il s'agit d'un jeton qui existe dans certains systèmes. C'est l'actif, mais pour effectuer une transaction de cet actif, il faut de l'argent et la MNBC pourrait fournir l'argent qui facilite la transaction pour cet actif. On a fait des expérimentations dans le passé. De nombreuses entreprises tentent de faire ce genre de choses au Canada et à l'étranger. Il pourrait être envisagé comme un marché financier dans l'avenir, dans lequel tous les actifs ou jetons financiers sont réglés dans des transactions utilisant de l'argent de la Banque centrale et qui pourrait contribuer à l'efficacité ou la résilience des marchés financiers et à la capacité de régler certaines transactions en temps opportun. Il y a beaucoup d'espoir, et de nombreux groupes estiment que la simple « tokenisation » des actifs peut les amener à un règlement le même jour pour bon nombre de ces transactions. Il sera plus efficace, avec moins de risques de contrepartie et moins d'inquiétudes quant aux problèmes. C'est une occasion, mais la discussion actuelle porte sur le facteur du détail : acheter un café, les denrées alimentaires ou payer la facture des services publics.

- Paul Martin (contrôleur, N.-B.) déclare qu'il comprend le concept, mais qu'il considère la MNBC comme une concurrence gouvernementale avec l'industrie bancaire. En ce qui concerne le coût des investissements bancaires et l'analyse de rentabilisation, qu'est-ce que cela pourrait ressembler dans le futur par rapport à l'achat des technologies existantes que le système bancaire utilise actuellement? Ne s'agit-il pas d'un cas d'accaparement de ce que les banques ont déjà créé et dans quoi elles ont investi? Comment peuvent les personnes qui n'ont pas accès à l'argent comptant prendre cela, l'exploiter et l'utiliser, car la plupart d'entre eux

ne font pas de transactions bancaires? Il y a une question de développement de la technologie et d'un système de processus que la Banque créerait, et ils n'iront pas seuls. Il demande où en sont les autres pays à ce sujet? Allons-nous être compatibles avec eux? Y a-t-il eu des leçons tirées des États-Unis, de l'Europe ou d'autres pays? Il se préoccupe du fait que nous aboutirons avec quelque chose qui ne serait jamais achevé parce que la technologie continue de changer, de sorte que l'investissement pour arriver à quelque chose pourrait être sans fin et coûteux. Il recommande de comparer les voies avec d'autres pays et d'autres visions de ce qu'ils essaient de réaliser relativement à la monnaie numérique.

- Scott Hendry répond qu'ils avaient la vision de ce qu'ils essaient de réaliser, peut-être pas encore très claire sur la meilleure façon d'y parvenir. Le gouvernement et sa capacité à effectuer des paiements sont l'un des exemples d'utilisation. Ce n'est pas le principal incitatif de l'instauration de la MNBC. On veut un accès universel; n'importe qui devrait pouvoir y avoir accès et l'utiliser s'il le désire. Il ne s'agit pas seulement d'un outil pour traiter avec les groupes à faible revenu. La concurrence entre le gouvernement et les banques existe déjà. On aura un produit, de l'argent comptant, qui est en concurrence avec les paiements du secteur privé et c'est la seule chose qui était habituellement utilisée dans les opérations. On a toujours été compétitif par rapport aux paiements effectués par le secteur bancaire et d'autres fournisseurs de paiement. On a fourni un service en étant une option extérieure à mesure de la croissance dans l'espace électronique. Si on veut accorder au secteur privé le monopole des paiements électroniques, on devrait le faire en le choisissant de façon consciente, en pensant aux répercussions et en gérant les conséquences. Une chose comme la MNBC peut servir d'argent comptant en tant que contrôle de la puissance potentiellement monopolistique. Il existe une solution de rechange concurrentielle à ce que le secteur privé offre. On ne veut pas faire cela, car la MNBC a un rôle à jouer dans l'espace.
- En ce qui concerne la technologie existante, il y a des entreprises qui offrent des banques en boîte, qui pourrait être mis en place dans quelques jours et il n'est pas clair qu'il s'agit de la meilleure technologie. C'est faisable, la technologie à cet effet existe, mais il n'est pas clair qu'ils servent tous les cas d'utilisation sur le plan de l'accès universel et de la confidentialité. Elles entreprendront leurs partenariats avec le secteur privé. Le secteur privé a un rôle à jouer dans un système permanent et la Banque centrale a un rôle à jouer dans le développement. En ce qui concerne la compatibilité avec d'autres pays, il s'agit d'un aspect important, mais il est secondaire par rapport au secteur national. Il faut d'abord faire quelque chose pour les Canadiens, puis quelque chose peut peut-être être utilisé à l'extérieur du Canada et avec les visiteurs qui viennent au Canada. La Banque doit comprendre comment contrôler cela et ce qu'elle veut faire. Actuellement, le G20 a commencé à déployer beaucoup d'efforts pour améliorer les paiements transfrontaliers. Il y a 19 éléments de base qui ont été mis en place, et on s'est efforcé de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité des paiements transfrontaliers; 16 d'entre eux sont des moyens d'améliorer le système de paiement actuel. Le 19^e élément de base est la MNBC et, on tente de discuter et de veiller à ce que tous les efforts relatifs à la MNBC puissent être coordonnés et interopérables et de déterminer la façon de le faire. Le 18^e élément de base est les monnaies stables. Cela concerne la structure réglementaire qui peut donner aux bitcoins stables la possibilité d'une contribution positive au marché. L'une des raisons pour lesquelles on ralentit est de veiller à ce que l'on construise quelque chose qui pourrait représenter une preuve future et de veiller à ce que nous étudions des modèles qui sauront s'adapter et évoluer au lieu d'être un produit inchangeable. Si nous voulons exister pour les 100 prochaines années, nous devons avoir un système qui puisse s'adapter au fil du temps et être prêt au changement.
- Maria Luisa Willan (directrice des Conseils nationaux, ISAC) fait remarquer que, lorsque la Banque du Canada a abordé l'ISAC pour qu'il présente sa présentation aux membres des Conseils, elle voulait aussi mesurer l'intérêt des membres à l'égard d'une mobilisation continue envers elle concernant la MNBC. Ces travaux comportent des liens vers l'identité numérique et le service aux entreprises. À mesure que la Banque en était au début du processus, il était préférable de mobiliser cette table FPTM tôt et les Conseils peuvent ainsi jouer un rôle consultatif. Il serait mutuellement bénéfique pour les deux parties. L'élaboration de la MNBC serait mieux éclairée

	<p>en collaborant avec les trois ordres de gouvernements, car la MNBC aurait une incidence sur les services gouvernementaux (au moyen de paiements, de l'identification numérique, etc.). Il appartient toutefois aux membres de déterminer s'ils souhaitent collaborer avec la Banque du Canada à l'initiative de la MNBC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Scott Hendry ajoute que ce serait une considération importante. L'identité numérique est un aspect important du système de paiement, dont la MNBC. La Banque veut travailler avec divers groupes qui étudient l'identité numérique. Ils ont eu des interactions avec Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE), qui participe au projet-pilote sur les justificatifs bancaires, et on se réjouit de collaborer avec les Conseils mixtes. • Peter Watkins s'informe sur les réflexions relatives aux aspects de l'identité numérique de la MNBC. S'efforce-t-on de permettre aux gens et aux entreprises d'avoir une preuve numérique de l'identité qui leur est délivrée par des programmes faisant autorité qui sont ancrés dans le secteur public, une preuve que l'entreprise est légitime, une preuve que les gens ont des relations légitimes avec leur entreprise? La monnaie numérique est-elle fondamentalement unanime en bas, puis force-t-elle certains types de transactions lorsque la politique s'applique, puis joint-elle une preuve d'identité à ces transactions? Ou s'agit-il de quelque chose dans lequel tout le monde ouvre un compte, puis certaines transactions n'ont pas besoin d'une expression d'information d'identité qui peut être effectuée de façon anonyme? <p>Scott Hendry répond que cela fait partie de la politique sur la façon dont on veut que cela fonctionne. Le deuxième modèle présenté par Peter est une façon de considérer où il y a deux types de comptes et où l'utilisateur détermine quand il ouvre une séance ou joint ce qu'il veut. S'il veut un compte qui permet d'avoir quelques milliers de dollars, qui doit suivre l'approche « connaissez votre client » (CVC) et que les transactions seront suivies d'une perspective finale, de la même façon dont le compte se trouve à la Banque. Toutefois, s'il y a quelque chose qui peut être utilisé hors ligne ou qu'il s'agit d'une mesure de sécurité à utiliser lors d'une panne d'électricité, il pourrait y avoir quelques centaines de dollars sur le compte et pourrait ressembler à une carte prépayée; ce type d'identité ne serait donc pas nécessaire. La Banque fait des expériences sur la technologie pour savoir comment elle pourrait faire ces diverses choses, mais elle ne pense pas à la façon d'exploiter la composante de l'identité numérique, car elle n'existe pas encore au Canada. On doit comprendre ce qui leur est disponible au moment de l'émission et la façon dont on pourrait l'utiliser. Utilise-t-on les banques et profite-t-on du fait qu'elles utilisent l'approche CVC pour leurs clients comme moyen d'intégrer des personnes ou qu'elles pourraient les intégrer d'une manière différente s'il y a une identité numérique nationale disponible? Cela doit aussi être adaptable, car il n'est pas clair que le système d'identification numérique sera prêt avant que la Banque centrale ne le soit. Il se peut qu'elle ne reste pas la même pour un avenir indéfini. Il ajoute qu'on est impatient d'interagir avec les membres et les groupes de travail des Conseils sur l'identité numérique et le service aux entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Denis Skinner suggère qu'il y ait une discussion de suivi à ce sujet lors d'une prochaine réunion des Conseils mixtes et que le Groupe de travail sur le programme d'identité numérique et le service aux entreprises discutent avec la Banque de la participation continue à cette initiative. La Banque du Canada pourrait présenter aux Conseils mixtes dans quelques mois les progrès réalisés au niveau des banques et des discussions au niveau des groupes de travail. Il remercie les présentateurs de leur temps et de leur intérêt pour collaborer avec les Conseils mixtes à l'initiative de MNBC de la Banque du Canada. 	
3	<p><u>PROGRAMME D'IDENTITÉ NUMÉRIQUE (Voir l'ONGLET 3)</u></p> <p>Peter Watkins, directeur du programme d'identification numérique, présente un rapport d'étape sur le programme d'identification numérique en ce qui a trait à l'accélération de la mise en œuvre et à la mobilisation des intervenants.</p> <p><u>Prochaines étapes : Plan d'action pancanadien à voies multiples</u></p>	<p><u>Mesure de suivi n° 2A</u></p> <p>Le directeur du programme d'identification numérique fera le point sur le plan d'accélération</p>

<p>Un plan à cinq volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les premiers responsables de la mise en œuvre commencent à travailler dès maintenant. • Le plan sera élargi dans le cadre des travaux avec les experts des administrations en matière d'identité numérique (CE-EAIN). • On organisera chaque volet comme s'il s'agissait d'une initiative indépendante. • Dans la mesure du possible, on effectuera un suivi auprès des responsables de la Santé, des personnes vérifiées et des organismes vérifiés dans l'optique de la prestation de programmes ou de services. • On appuiera le projet par l'intermédiaire de quelques équipes spécialisées pour les aspects transversaux (aspects techniques, cadres, harmonisation avec les normes, etc.). • On déterminera comment organiser les équipes, comment effectuer leur coordination et leur gestion, de même que comment mobiliser les intervenants des administrations participantes. <p>Utilisation de méthodes modernes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Souplesse des équipes de prestation numérique • Travail en toute transparence • Opératives itératives <p><u>Discussions des membres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dafna Carr (Ontario) s'enquiert du marché des fournisseurs et de toute interaction que Peter pourrait avoir avec eux. <p>Peter Watkins (cadre du programme d'identification numérique) répond que, de concert avec l'équipe de l'Ontario et d'autres, il avait eu une conversation avec des fournisseurs et des vendeurs importants. Il existe un fort alignement entre le gouvernement et les principaux fournisseurs sur l'adoption de sources ouvertes, de la propriété intellectuelle ouverte et des normes ouvertes. Les personnes qui seront engagées dans cet effort s'alignent sur une pile technologique simplifiée qui est de nature ouverte. Il y a une initiative de parcours sains qui a plusieurs fournisseurs et consortiums pour être en mesure de faire participer de nombreux acteurs. Elles discutent des normes à adopter de manière tactique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mark Burns (Yukon) indique qu'il a déjà vu les portefeuilles numériques qui sont sur les téléphones, le porte-monnaie Android, le porte-monnaie Apple utilisé pour des choses comme la carte d'embarquement et d'autres justificatifs, y compris les cartes de crédit. Si nous passons à une norme de source ouverte, elle a tendance à déployer plus d'efforts auprès des clients et des organisations qu'on utilise pour télécharger un nouveau portefeuille sur son téléphone, le configurer et obtenir les autorisations pour les mises à jour et les rustines. Il s'informe au sujet des grands joueurs comme Apple, Android, Google en ce qui concerne les portefeuilles numériques. Y a-t-il une préoccupation quant à leur mise en place? <p>Peter Watkins répond qu'à sa connaissance, les grands acteurs n'ont pas exprimé publiquement leur intention ou leurs stratégies. Il faut déterminer quelle sera leur réponse à cette question. Il y a eu un développement positif de la part d'Apple la semaine précédente, quand elle a annoncé publiquement qu'elle n'accepterait pas les applications COVID des développeurs à moins d'avoir une relation avec l'autorité responsable des soins de santé. Il est positif que ces organisations comprennent la gravité de la situation et l'importance d'exercer ce droit. Nous sommes conscients du rôle potentiel, mais en travaillant par l'intermédiaire des organismes de normes ouvertes, leur position n'est pas encore claire. Ils veulent mettre en place des fonctionnalités fondées sur des normes mondiales stables. Il est important d'adopter des sources ouvertes et des normes ouvertes pour nous, au Canada, d'en être les champions.</p>	<p>intégrée lors d'une prochaine réunion des Conseils mixtes.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2B</u></p> <p>Mark Levene (SCT) transmettra aux membres les notes de la discussion fédérale avec les homologues internationaux sur les passeports vaccinaux.</p>
---	--

	<ul style="list-style-type: none"> Mark Burns se renseigne sur les passeports sanitaires prouvant l'immunisation et la vaccination, la carte de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé lorsque les gens voyagent. Pouvons-nous nous renseigner sur ce qu'on envisage de faire en ce qui concerne ce genre de justificatif et est-ce un modèle que nous suivons? Il s'agit d'une reconnaissance universellement acceptée dans cet espace et il se demande s'il y avait quelque chose à apprendre de cette approche ou de ce système. <p>Peter Watkins répond que, lorsqu'ils ont discuté avec l'Agence de la santé publique du Canada, la C.-B., l'Ontario et d'autres collègues du secteur des soins de santé, ils les commanditent pour élaborer ces options comme moyen de naviguer dans cette dynamique. Il n'est pas clair si l'Association du Transport aérien international l'exigera ou non. De l'intérêt est manifesté envers les soins de santé pour qu'on s'harmonise sur les normes, de sorte que s'il y a des normes de données qui en découlent, on aimerait les concevoir de manière à s'aligner sur ces normes.</p> <ul style="list-style-type: none"> Rob Devries (Ontario) signale que, de nos jours, avec les variants de la COVID en évolution, on peut voir rapidement la nature de la vaccination et que la situation changera rapidement au fil du temps. Ce qui pourrait constituer une vaccination aujourd'hui pourrait changer en deux semaines. Nous avons besoin d'une relation dynamique avec les systèmes actuels qui font autorité, car ces normes évolueront et changeront rapidement. La capacité de créer et de mettre à jour des justificatifs électroniques en conformité avec les normes internationales sera essentielle pour leur utilisation pendant les voyages. Nous devons nous aligner en tant que pays afin que si une province peut émettre une carte indiquant que la personne est vaccinée, ce document soit valide à un poste frontalier dans un pays étranger. En tant que nation, nous devons nous harmoniser avec les normes, fournir les outils aux gens pour exprimer leur statut de façon à ce qu'il puisse être intégré dans un tout, du système de réservation des compagnies aériennes au poste frontalier. C'est l'objectif; nous ne pouvons pas y parvenir si chaque province travaille en vase clos. <p><u>Messages du clavardage sur MS Teams</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Denis Skinner (SCT) – <i>La technologie sous-jacente peut être une source ouverte ou une norme ouverte, mais entièrement fournie et prise en charge par le fournisseur, ce qui la rend harmonieuse pour l'utilisateur.</i> Guillaume Charest (coprésident du Groupe de travail sur les sources ouvertes, EDSC-Service Canada) – <i>Selon le contexte, il faut envisager l'utilisation à long terme de la solution, de sorte que le découplage de la technologie même d'un fournisseur ou d'une entreprise unique de soutien et de services contribue à la rendre moins risquée et plus souple pour les changements futurs (qui seront inévitablement présentés à la table). Il serait intéressant de recueillir certains commentaires reçus dans le cadre du projet Alerte COVID au Service numérique canadien (SNC). Le fait que le projet était de source ouverte a permis de rassurer un grand nombre de gens partout en ce qui concerne la façon dont les données sur la vie privée étaient traitées. Toutefois, la réalité est qu'il y a et très probablement toujours une partie de la population qui n'a pas profondément confiance dans les gouvernements, quel que soit le niveau.</i> Denis Skinner – <i>On peut communiquer ce qui se passe à l'échelle internationale; il y a eu une discussion la semaine dernière sur les passeports vaccinaux, et Mark Levene et l'équipe ont pris d'excellentes notes.</i> Alanna MacDougall (IRCC) – <i>Je voulais établir des liens avec le travail que fait IRCC avec l'Organisation de l'aviation civile internationale sur un justificatif numérique mondialement reconnu, utilisable pour les voyages internationaux. Elle aimerait parler avec Peter Watkins hors ligne si cette initiative ne lui est pas familière.</i> 	
4	<p>A. GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES AXÉS SUR LA CLIENTÈLE (voir l'ONGLET 4)</p> <p>Bev Dicks (coprésidente du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle, C.-B.) présente les présentateurs : Sarah Francis, directrice, Service Practice and Policy, Service BC et Alex Denike, gestionnaire de</p>	<p>Mesure de suivi n° 3A</p> <p>Le Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle</p>

	<p>programme, Programme d'apprentissage et de développement, ISAC, qui donne un aperçu du modèle de maturité des services axés sur la clientèle, Lancement du guide d'utilisation sur le numérique et des outils connexes.</p> <p>Wendy Birkinshaw-Malo (coprésidente du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle, EDSC) donne également un aperçu du plan de mobilisation visant à promouvoir la sensibilisation et les prochaines étapes. Elle remercie l'équipe : Sarah Francis et Kerstin Behrens-Bolt de la Colombie-Britannique, Margo McCarthy qui fait partie de son équipe et tous les membres de divers organismes qui ont travaillé à ce projet.</p> <p><u>Plan de mobilisation visant à promouvoir la sensibilisation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plateforme en ligne de l'ISAC – Disponible en tant qu'outil autonome et en tant que ressource dans la nouvelle formation en ligne pour les accréditations Certified Service Professional et Service Manager. 2. Article du magazine Canadian Government Executive 3. Les membres des Conseils mixtes sont encouragés à sensibiliser les gens en : <ul style="list-style-type: none"> ○ promouvant des outils auprès des intervenants de leurs organisations; ○ les incluant dans le programme de formation. <p><u>Prochaines étapes</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en œuvre le plan de mobilisation – Date cible d'achèvement : Printemps 2021 2. Abolition graduelle du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle – Date cible d'achèvement : Printemps 2021 <p><u>Discussions des membres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Bev Dicks (coprésident du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle, C.-B.) reconnaît et remercie tous les membres du groupe des différents ordres de gouvernements qui ont contribué à ce travail. • Tracy Wood (coprésidente du CDPISP, Î.-P.-É.) fait remarquer qu'il y a eu de nombreux messages positifs formulés dans le clavardage de MS Teams et elle encourage les membres à vérifier les liens du document fourni pour accéder à l'outil et au guide d'utilisation sur le numérique. Elle dépose pour approbation la décision d'abolir graduellement le Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle, étant entendu que le groupe a encore des mesures en suspens concernant le plan de mobilisation. <p><u>Messages du clavardage sur MS Teams :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Susan Erwin (Ontario) – <i>Merci pour tout le travail, j'aime les outils et il sera certainement promu en Ontario! Je vous remercie!</i> • Chantal Ritcey (Alberta) – <i>Bravo à tous! Ça a l'air incroyable! Nous en ferons certainement la promotion en Alberta aussi!</i> <p><u>Motion visant à abolir graduellement le Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle après la réalisation du guide d'utilisation sur le numérique et des outils à cet effet – proposée par Gillian Latham, membre de CPSSP, N.-É.</u> Appuyé par Susan Erwin, membre du CPSSP, Ontario. Les membres des Conseils mixtes sont favorables à l'élimination graduelle du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle.</p>	<p>mettra en œuvre un plan de mobilisation visant à promouvoir la sensibilisation au guide d'utilisation sur le numérique et aux outils connexes du modèle de maturité intergouvernemental (disponibles en tant qu'outils autonomes et ressource dans le nouvel apprentissage en ligne pour les accréditations Certified Service Professional et Service Manager).</p> <p><u>Mesure de suivi n° 3B</u></p> <p>Les coprésidents de la Communauté de pratique sur la conception des services axés sur la clientèle et l'expérience utilisateur élaboreront la portée des travaux et présenteront leur rapport aux Conseils mixtes pour approbation lors d'une prochaine réunion.</p> <p><u>Décision n° 3</u></p> <p>Les membres des Conseils mixtes approuvent la décision d'abolir graduellement le Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle après la réalisation du Guide d'utilisation sur le numérique et les outils connexes du modèle de maturité.</p>
--	---	--

	<p>B. COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE SUR LA CONCEPTION ET L'EXPÉRIENCE DES SERVICES AXÉS SUR LA CLIENTÈLE</p> <p>Maria Luisa Willan, directrice des Conseils nationaux, ISAC, signale qu'à la réunion des Conseils mixtes du 29 octobre, les membres ont approuvé en principe la création de la Communauté de pratique sur la conception et l'expérience des services axés sur la clientèle. Il existe de nombreuses ressources, tribunes et organisations de grande envergure qui se concentrent sur le perfectionnement de praticiens des services de conception et de l'expérience utilisateur. L'intention n'est pas de reproduire les ressources existantes. L'objectif de cette communauté de pratique serait de diriger les équipes de conception de services à la clientèle et d'expérience utilisateur. La Communauté de pratique devrait également se concentrer sur la conception de services à la clientèle et l'expérience de populations distinctes. On demande de désigner les coprésidents fédéraux et provinciaux qui seraient chargés d'élaborer la portée des travaux pour ce groupe, puis de déposer l'approbation des membres des Conseils mixtes. À la suite de l'appel, les personnes suivantes sont confirmées comme coprésidents fédéral et provincial :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Urvashi Dhawan-Biswal, directeur principal, Direction générale de la conception numérique, Secteur du service de transformation numérique, Innovation, Sciences et Développement économique. Ashley Bélanger, ISDE, sera suppléante. • Geneviève Brodeur, Direction de la culture et de l'écosystème, Centre québécois d'excellence numérique, Gouvernement du Québec. • Alex Coleman, directeur de l'information et sous-ministre adjoint, Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse, gouvernement de l'Ontario. <p>Maria Luisa indique qu'il y aura une réunion au début du mois de mars entre les coprésidents des Conseils mixtes et les nouveaux coprésidents de la Communauté de pratique de la conception des services axés sur la clientèle et de l'expérience utilisateur des afin de discuter de l'élaboration de la portée des travaux, et qu'une mise à jour sera présentée lors d'une prochaine réunion des Conseils mixtes.</p>	
5	<p><u>PLAN STRATÉGIQUE DES CONSEILS MIXTES (voir l'ONGLET 5)</u></p> <p>Maria Luisa Willan, directrice des Conseils nationaux, ISAC, et Sophia Jesow, analyste de recherche des Conseils mixtes, donne un aperçu du Plan stratégique des Conseils mixtes pour 2021-2022. Maria Luisa remercie Sophia pour sa contribution à l'élaboration du plan stratégique. Maria Luisa note que le Secrétariat de l'ISAC demande la rétroaction des membres sur le plan stratégique. Elle rappelle aux membres que les Conseils mixtes ont donné leur appui au Secrétariat de l'ISAC pour élaborer le Plan stratégique des Conseils mixtes afin de déterminer les résultats clairs pour les années suivantes, en fonction des priorités des Conseils actuels et que ce plan soit éclairé par les plans de travail des groupes de travail des Conseils. Le plan stratégique permettrait aux Conseils mixtes de rester concentrés, de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs prioritaires.</p> <p><u>Discussions des membres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood (coprésidente du CDPISP, Î.-P.-É.) félicite Maria Luisa et Sophia pour le travail remarquable accompli dans l'élaboration du plan stratégique. Le Plan stratégique rassemble actuellement un grand nombre d'informations essentielles. • Jackie Stankey (Alberta) déclare qu'elle siège aux Conseils depuis dix ans et qu'elle voit l'ensemble des informations et constate que l'évolution des Conseils est formidable. Il est formidable de voir comment les groupes de travail et les communautés de pratique sont rassemblés dans le Plan stratégique, ce qui manquait au fil des ans. Elle souligne également le rôle important que les Conseils mixtes peuvent jouer en tant 	<p><u>Mesure de suivi n° 4</u></p> <p>L'ISAC redistribuera le Plan stratégique pour les derniers commentaires des membres. La version à jour du Plan stratégique des Conseils mixtes sera transmise aux membres. On s'attend à ce que le Plan stratégique soit mis à jour au besoin, au moins actualisé deux fois par année (réunions de février et de septembre).</p> <p><i>(La mesure de suivi est terminée, Maria Luisa a transmis le Plan stratégique aux membres le 26 février).</i></p>

qu'organisme consultatif autour de l'initiative de la Banque du Canada qui est présentée à cette réunion. Elle appuie le travail et remercie Maria Luisa et Sophia.

- Le Plan stratégique plaît à Dafna Carr (Ontario), car il montre les domaines d'intérêt qui sont essentiels pour la valeur ajoutée des collectivités, de l'ISAC et des Conseils mixtes. Elle demande comment les sous-ministres pourraient y prendre part une fois le document définitif. Il serait avantageux pour les sous-ministres de voir ce plan, d'approuver et de comprendre qu'il y a un travail de collaboration avec chaque administration et le travail de l'Identité numérique et du Groupe de travail sur les services axés sur la clientèle.

Maria Luisa Willan (directrice des Conseils nationaux, ISAC) répond que le plan stratégique a été élaboré pour les Conseils mixtes, mais il revient aux membres de le transmettre à ceux de leur administration qu'ils jugent appropriés ou bénéfiques. À l'heure actuelle, les Conseils ont une politique d'échange d'information qui permet l'échange d'information et du matériel avec ceux qui se trouvent dans leur administration, mais non pour une large diffusion (externe).

- Denis Skinner (coprésident du CDPISP, SCT) remercie Maria Luisa pour sa présentation et son excellent travail et demande des renseignements sur le plan stratégique final approuvé.
- Mark Burns (coprésident du CPSSP, Yukon) indique qu'il s'agit d'un excellent travail, qu'il montre comment leur intention stratégique en tant que Conseils qui évolue et qui expliquent aux autres la proposition de valeur des Conseils mixtes. Il suggère au Secrétariat de présenter le plan stratégique à la Table des sous-ministres fédéraux, provinciaux, territoriaux. L'établissement de ces liens comme contribution significative à l'échelle nationale qui pourrait bien servir à informer les gens des intentions et des priorités des Conseils et des contributions.

En ce qui concerne une version finale du plan stratégique fondée sur la rétroaction des membres, Maria Luisa Willan répond qu'en tant que mesure de suivi, elle pourrait envoyer un message aux membres des Conseils mixtes après la réunion pour leur indiquer que le plan stratégique a été présenté et que les membres présenteront leurs commentaires d'ici deux semaines. Une version mise à jour du Plan stratégique des Conseils mixtes serait distribuée aux membres une fois que le Secrétariat aurait la possibilité d'examiner la rétroaction des membres et de procéder aux modifications nécessaires.

- Les membres des Conseils mixtes approuvent le Plan stratégique des Conseils mixtes, conviennent qu'il s'agit d'un excellent travail et d'un document utile.

Messages du clavardage sur MS Teams

- Harpreet Dhillon (président de la CdP de l'approvisionnement en TI, Ville de Calgary) – *Excellent travail! le tableau d'ensemble est très utile.*
- Guillaume Charest (coprésident du Groupe de travail sur les sources ouvertes, EDSC-Service Canada) – *Nous sommes très reconnaissants de tout le soutien et de toute l'orientation que vous et votre équipe avez fournis au Groupe de travail sur les logiciels à source ouverte!*
- Jan Bradley (ASIM Ouest, Ville de Calgary) – *C'est un travail fantastique. En tant que nouveau membre des Conseils, cela m'aide vraiment à comprendre à quoi nous travaillons. Bravo!*
- Gillian Lathan (N.-É.) – *Je veux juste faire écho aux commentaires de tous sur un excellent travail! On assemble vraiment bien l'information!*
- Shifra Desjardins-Arsenault (Québec) – *Je vous remercie; oui, nous aimerions le relire pour formuler des commentaires. Bon travail.*

	<ul style="list-style-type: none"> Keith Douglass, coprésident de la CdP sur la politique des technologies de l'information et des communications (TIC), N.-B.) – <i>À titre de coprésident sortant de la Politique des TIC, je pense que cela serait très utile pour tous les nouveaux présidents et membres de sous-comités de les aider à avoir des repères.</i> 	
9	<p><u>Autres affaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Tracy Wood (coprésidente du CDPISP, Î.-P.-É.) signale que les mesures de suivi et l'ordre du jour des prochaines réunions ont été inclus dans le cartable des réunions pour information à l'intention des membres. Elle remercie le Secrétariat de l'ISAC d'avoir rassemblé tous les documents nécessaires à la réunion. Elle informe les membres que la réunion du CDPISP aura lieu le lendemain, le 24 février, et que la prochaine réunion des Conseils mixtes aura lieu le 30 mars, à 12 h HAE. Maria Luisa Willan (directrice des Conseils nationaux, ISAC) avise les membres que la réunion du CPSSP aura lieu le 25 février. Elle ajoute que l'ISAC avisera les membres qu'il a été difficile d'avoir une téléconférence mensuelle d'une heure pour les réunions. Il peut y avoir une possibilité de la prolonger pour qu'elle dure une heure et demie. <p><i>À la suite de la réunion et à la demande du coprésident, le Secrétariat de l'ISAC a prévu d'autres séances d'apprentissage d'une heure en avril, en mai et en juin pour les éléments importants. La séance d'apprentissage serait ouverte à un public plus large des équipes des membres des Comités mixtes. La réunion mensuelle régulière des Conseils mixtes ne sera pas prolongée pour qu'elle dure une heure et demie.</i></p>	
	<p><i>Tracy Wood remercie les membres, les présentateurs, les invités et les observateurs et elle ajourne la séance à 15 h HNE.</i></p>	